



Ordre du jour

# LANCEMENT DU FORUM MENA-OCDE POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES (FAEF)

Réduire les inégalités hommes-femmes pour renforcer la  
compétitivité

7-8 octobre 2017 ♦ Le Caire, Égypte

## Contexte

---

Aucun pays n'a complètement comblé l'écart entre les hommes et les femmes. Les inégalités entre hommes et femmes continuent d'entraver les efforts des pays en faveur d'une croissance inclusive et du bien-être social, ainsi que la construction d'économies prospères. Toutes les économies peuvent également tirer profit du potentiel économique lié à l'autonomisation des femmes, qui affecte directement la compétitivité, la productivité et le bien-être social des pays. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), l'écart entre les hommes et les femmes en termes de participation économique est important, avec des taux de participation des femmes dans le marché du travail parmi les plus bas au monde, en moyenne autour de 22%, comparé à plus de 50% dans les pays de l'OCDE. La réunion ministérielle MENA-OCDE, organisée en 2016 à Tunis, a appelé à mieux comprendre les défis auxquels sont confrontés les femmes dans la région, et à identifier les bonnes mesures politiques pour leur permettre de contribuer pleinement à l'activité économique. Pour contribuer à cette réflexion, le programme pour la compétitivité MENA-OCDE lance un nouveau Forum sur l'autonomisation économique des femmes (FAEF) sous l'égide de S.E.Dr. Sahar Nasr, Ministre de la Coopération internationale et de l'Investissement d'Égypte, et S.E. Marie-Claire Swärd Capra, Ambassadrice de Suède en Algérie.

## Objectifs

---

Les principaux objectifs du Forum sont les suivants:

- Fournir une plate-forme régionale aux représentants gouvernementaux et non gouvernementaux des pays de l'OCDE et de la région MENA pour favoriser les discussions, échanger des expériences et des bonnes pratiques sur les méthodes et les actions qui permettent l'autonomisation économique des femmes
- Assurer un suivi des politiques publiques et des évolutions réglementaires des pays, pour promouvoir l'égalité, la non-discrimination et l'inclusion économique et sociale des femmes.
- Préparer l'intégration de la dimension de genre dans des domaines de politiques publiques importants tels que l'investissement, le commerce, l'emploi, les compétences, l'entrepreneuriat ou le soutien aux économies touchées par les conflits.
- Identifier les besoins stratégiques en matière de collecte de données afin d'évaluer l'autonomisation économique des femmes et de soutenir l'élaboration et la collecte stratégiques de données sur le genre.

## La conférence

---

Cette conférence s'ouvrira sur la présentation officielle d'une nouvelle publication de l'OCDE « *L'autonomisation économique des femmes dans la région MENA : L'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien* ».

Cet événement rassemblera un ensemble d'experts sur les questions de l'autonomisation économique des femmes et d'une gouvernance sensibilisée aux questions de genre issus de pays MENA et OCDE, y compris des représentants gouvernementaux de haut niveau, du secteur privé, des syndicats, de la société civile, et du monde académique. Nous sommes heureux que cet événement se déroule au Caire pendant l'Année pour la Femme Égyptienne, précédée par la « Vision des femmes égyptiennes 2030 : Stratégie d'autonomisation des femmes », récemment présentée. Les organisateurs sont aussi heureux de bénéficier du soutien de l'Organisation arabe de développement administratif (Arab Administrative Development Organisation - ARADO), de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Swedish International Development Cooperation Agency - SIDA), d'ONU Femmes et de l'Union des banques arabes.

Cet événement sera suivi, à la fin de l'année, par une Conférence Régionale de haut-niveau au Caire intitulée « Rompre les barrières : Vers l'égalité entre les femmes et les hommes en politique ». Il sera organisé par le Conseil national pour les femmes (National Council for Women - NCW) en Égypte et le Programme pour la gouvernance MENA-OCDE, dans le cadre du Fonds de transition MENA du Partenariat de Deauville du G7.

### Documentation de référence

- ▶ OCDE (2017) *L'autonomisation économique des femmes dans la région MENA : L'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien.*
- ▶ Brochure sur *L'autonomisation économique des femmes dans la région MENA : L'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien.*
- ▶ OCDE (2017) *La poursuite de l'égalité de genre : une bataille à mener*, Résumé.
- ▶ Clé USB contenant des publications sur les questions de genre de l'OCDE.

## Programme

<b>Saturday 7 October 2017</b>	
<b>10.00 – 10.45</b>	<b>Remarques d'ouverture</b>
	<p><b>Remarques d'ouverture</b>  <b>Dr Maya Morsi</b>, Présidente du Conseil National des Femmes, Égypte  <b>S.E. Marie-Claire Swärd Capra</b>, Ambassadrice de Suède en Algérie, Co-présidente du FAEF  <b>Mme Gabriela Ramos</b>, Directrice de Cabinet, Sherpa pour le G20 et Conseillère spéciale du Secrétaire-Général, OCDE</p> <p><b>Discours introductif</b>  <b>S.E Jean Oghassabian</b>, Ministre des Droits de la Femme, Liban</p> <p><b>Discours</b>  <b>S.E. Dr Sahar Nasr</b>, Ministre de la Coopération internationale et de l'Investissement, Égypte, Co-présidente du FAEF</p>
<b>10.45 - 11.15</b>	<b>Pause café et conférence de presse</b>
<b>11.15 – 12.00</b>	<b>Lancement de la publication de l'OCDE : <i>L'autonomisation économique des femmes dans la région MENA: l'impact des cadres juridiques algérien, égyptien, jordanien, libyen, marocain et tunisien</i></b>

	<p>Un aperçu des principaux messages de la publication sera suivi par des présentations sur les évolutions et engagements récents des pays étudiés dans la publication</p> <p><b>Présidente: S.E. Dr. Sahar Nasr</b>, Ministre de la Coopération internationale et de l'Investissement, Égypte, Co-présidente du FAEF</p> <p><b>Modératrice: S.E. Marie-Claire Swärd Capra</b>, Ambassadrice de Suède en Algérie, Co-présidente du FAEF</p> <p><b>Discours principal: Mme Gabriela Ramos</b>, Directrice de Cabinet, Sherpa pour le G20 et Conseillère spéciale du Secrétaire-Général, OCDE</p> <p><b>Intervenants:</b>  <b>S.E. Asma Alost</b>, Ministre des Femmes et du Développement social, Libye  <b>S.E. Lahcen Daoudi</b>, Ministre des Affaires Générales et de la Gouvernance, Maroc  <b>Mr Nasser Al-Qahtani</b>, Directeur Général, ARADO  <b>Mr Mustapha Mekideche</b>, Vice-Président, Conseil National pour les Affaires Économiques et Sociales, Algérie  <b>Mme Imen Zahouani Houimel</b>, Directrice en charge des femmes, Ministère des Femmes, de la Famille et de la Petite enfance, Tunisie  <b>Mme Rawa Fakhoury</b>, Premier secrétaire, Ambassade du Royaume Hachémite de Jordanie au Caire</p>
12.00 – 13.00	Pause déjeuner
13.00 - 13.45	Session I : L'autonomisation économique des femmes et les Objectifs de Développement Durable.
	<p>L'« Agenda 2030 pour le développement durable » est très prometteur pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Cette session traitera de l'importance de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes comme un moyen d'atteindre l'objectif 5 du développement durable et les autres ODD. Le concept d'autonomisation économique des femmes dans la région MENA sera analysé et les pays de la région MENA partageront les défis, les opportunités et les actions engagées à l'heure actuelle pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans le cadre des ODD.</p> <p><b>Président: Mr Andreas Schaal</b>, Directeur, Relations Mondiales, OCDE</p> <p><b>Intervenants:</b>  <b>S.E. Bassam Al Khatib</b>, Vice-Ministre en charge des Femmes, Palestine  <b>Mr Mohammad Naciri</b>, Directeur du Bureau régional d'ONU Femmes pour les États Arabes  <b>Mme Nada El Agizy</b>, Directrice du Développement durable et Coopération internationale, Ligue des États Arabes  <b>Mme Samira Hadjdjilani</b>, Présidente, Réseau Algérien des femmes d'affaires et Vice-Présidente du Réseau des Femmes Leaders du Maghreb</p>

	<b>Mme Charlotte Goemans</b> , Analyste politique, Relations Mondiales, OCDE
<b>13.45 – 15.15</b>	<b>Session II: Assurer un équilibre entre les responsabilités personnelles et les évolutions de carrière pour les femmes &amp; les femmes dans l'économie informelle</b>
	<p><b>A: Assurer un équilibre entre les responsabilités personnelles et les évolutions de carrière pour les femmes</b></p> <p>Cette session discutera de l'importance de créer un environnement propice pour que les femmes puissent s'engager dans l'économie tout en assurant un équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les niveaux élevés de formation des femmes et leurs aspirations à participer à la vie économique sont des moteurs puissants pour la croissance. Pourtant, leur participation peut être entravée par le rôle qu'elles assument au foyer. Les dispositions relatives à la famille et au droit du travail tenant compte des différences entre les sexes et leur interprétation sociale influent sur les droits et les positions des femmes, dans la famille et sur le lieu de travail. Les amendements juridiques concernant les rôles sociaux, y compris les mesures de leadership et de protection sociale, suffiraient-ils à garantir aux hommes et aux femmes qu'ils puissent accéder à des emplois décents et mener une vie professionnelle productive ? Des mesures complémentaires sont-elles nécessaires pour soutenir la participation économique des femmes? Dans les sociétés occidentales, les changements dans la culture du travail sont favorisés ainsi que la participation des hommes aux tâches du foyer. L'équité au sein de la famille et un soutien institutionnel devraient encourager les femmes à participer pleinement à l'économie.</p> <p><b>Présidente : Mme Nadereh Chamlou</b>, Membre du conseil, CAWTAR, Tunisie</p> <p><b>Intervenants:</b>  <b>S.E. Amal Jaddou</b>, Ministre assistante des affaires européennes et Présidente du Département Européen, Ministère des Affaires Étrangères, Autorité Palestinienne  <b>Mme Abir Chebaro</b>, Conseillère auprès du Ministre des Droits de la Femme, Liban  <b>Mme Nathalie Pilhes</b>, Conseillère spéciale, Déléguée interministérielle pour la coopération technique internationale, Cabinet du Premier Ministre, France  <b>Mme Nicola Ehlermann</b>, Responsable du Programme MENA-OCDE pour la Compétitivité</p>
	<p><b>B : Les femmes dans l'économie informelle</b></p> <p>L'emploi informel constitue une part importante de l'emploi dans la région MENA, et les femmes constituent un pourcentage disproportionné de travailleurs dans ce secteur. Cela s'explique par l'ampleur du secteur informel, mais aussi par l'engagement des femmes en tant qu'investisseurs informels, car les employeurs anticipent un éventuel retrait des femmes du marché de l'emploi lorsqu'elles fondront une famille. De plus, certains secteurs ne sont pas réglementés. Les travailleurs du secteur informel et les employés informels n'ont pas accès, dans la plupart des cas, à un système officiel de protection sociale. Les participants discuteront de la nécessité d'introduire des</p>

	<p>modifications juridiques, y compris l'extension des dispositions de protection sociale à des secteurs spécifiques. Ils pourront également considérer l'opportunité de revoir l'impact des mesures spécifiques de protection sociale accordées aux hommes et aux femmes.</p> <p><b>Intervenants :</b>  <b>Mme Emanuela Pozzan</b>, Spécialiste senior des questions du Genre, Bureau régional de l'OIT pour les États Arabes  <b>Mme Ekram El-Huni</b>, Co-fondatrice de Jusoor, Égypte  <b>Mme Ghada Howaidy</b>, Forum Arabe International des Femmes</p>
<b>15.15 - 16.30</b>	<b>Session III : Organisation institutionnelle et bonnes pratiques en matière d'égalité hommes-femmes</b>
	<p>La plupart des gouvernements MENA ont mis en place des institutions chargées de promouvoir le statut économique et social des femmes. Ces institutions jouent un rôle important dans le développement de politiques publiques, de programmes et d'outils qui permettent de renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes, et de cibler les secteurs dans lesquels des progrès restent à accomplir. Un dialogue et une concertation impliquant les secteurs public et privé, la société civile et le monde académique, sous l'autorité des gouvernements et en particulier des institutions nationales pour l'égalité hommes-femmes, est essentiel pour permettre la défense des droits et de l'égalité des femmes, et leur autonomisation économique. Les participants partageront leur expérience et bonnes pratiques pour mettre en place des mécanismes efficaces pour les femmes, impliquant un leadership central et un ensemble d'acteurs.</p> <p><b>Président: Mr Carlos Conde</b>, Chef de la Division Moyen Orient et Afrique, OCDE</p> <p><b>Intervenants :</b>  <b>Mme Imen Zahouani Houimel</b>, Directrice en charge des femmes, Ministère des Femmes, de la Famille et de la Petite enfance, Tunisie  <b>Mme Nahla Zeitoun</b>, Experte senior en Protection Sociale, Banque Mondiale  <b>Mr Maher Al Mahrouq</b>, Directeur Général, Chambre de Commerce, Jordanie  <b>Mme Lara Ferguson Vázquez de Parga</b>, Conseillère juridique – Directrice-adjoint, Institut des Femmes et des Chances Égales, Secrétariat d'Etat des Services Sociaux et de l'Égalité, Espagne  <b>Mme Tatyana Teplova</b>, Chef-adjoint de Division, Revue de la Gouvernance et des Partenariats, OCDE</p>
<b>16.30 – 17.00</b>	<b>Clôture</b>
	<b>Mme Nicola Ehlermann</b> , Responsable du Programme MENA-OCDE pour la Compétitivité

## Dimanche 8 octobre 2017

<b>10.00 – 10.30</b>	<b>Remarques d'ouverture</b>
	<i>S.E. Marie-Claire Swärd Capra</i> , Ambassadrice de Suède en Algérie, Co-présidente du FAEF
<b>10.30 – 11.30</b>	<b>Session IV : Accès aux sources de financement et à l'éducation financière</b>
	<p><b>A: Accès aux sources de financement et à l'éducation financière</b>  L'accès aux services et produits financiers a été identifié par beaucoup comme un défi majeur auquel sont confrontées les femmes entrepreneures. Les études ont montré que ce problème provient à la fois des pratiques de financement des banques, et du niveau de connaissance financière des femmes entrepreneures dans la région MENA. Cette session traitera de la manière dont les institutions financières peuvent adapter leurs politiques de prêt sur les garanties, les antécédents de crédit, l'expérience et la stratégie commerciale des emprunteurs potentiels pour répondre aux besoins spécifiques des femmes d'affaires. La session examinera également comment accroître la connaissance et la confiance financière et économique des femmes grâce à l'éducation financière, afin de leur permettre de solliciter des fonds avec succès auprès des banques et autres institutions financières.</p> <p><b>Président:</b> <i>Mr Ali Awdeh</i>, Directeur du Département de Recherche, Union des Banques Arabes</p> <p><b>Intervenants:</b>  <i>Mme Nahla Khaddage Bou Diab</i>, Cheffe des opérations, Banque Al-Mawarid, Liban  <i>Mme Monica Carco</i>, Experte senior en Développement Industriel, ONUDI  <i>Mme Adele Atkinson</i>, Analyste des politiques senior, Éducation financière, OCDE  <i>Mme Ahlam Janahi</i>, Membre du Comité Directeur, Chambre du Commerce et d'Industrie, Bahreïn  <i>Mme Sammar Al-Glid</i>, Microfund, Jordanie  <i>Mme Merit Al Sayed</i>, Manager Projets et Stratégie, Banque Internationale Arabo-Africaine, Égypte</p>
<b>11.30 – 12.30</b>	<b>Session V : Collecte de données et décisions politiques éclairées</b>
	<p><b>B: Collecte de données et décisions politiques éclairées</b>  Afin de mesurer l'inégalité entre les sexes et évaluer son impact, les données chiffrées sont cruciales. Les bureaux nationaux de statistiques ont progressé dans la collecte de données ventilées par sexe, qui sont utilisées par les organismes internationaux pour élaborer des séries et des indicateurs de données comparables à l'échelle internationale. Cependant, la disponibilité générale des données ventilées par sexe dans la région MENA est encore limitée. Cette session traitera de la nécessité de produire ces données sur la participation économique des femmes afin de permettre aux gouvernements d'adopter des politiques éclairées, qui soutiennent l'emploi féminin et l'esprit d'entreprise, et de suivre ces</p>



	<p>politiques de manière systématique. Les efforts en cours en matière de collecte de données dans le cadre des ODD seront également à l'ordre du jour.</p> <p><b>Présidente : Mme Wafaa Maged</b>, Directrice Générale du Bureau des Statistiques sur le Genre, Agence Centrale pour la Mobilisation Publique et les Statistiques, Égypte</p> <p><b>Intervenants:</b></p> <p><b>Mme Zsuzsanna Lonti</b>, Responsable de l'Unité des statistiques et des indicateurs, Division du Budget et des Dépenses Publiques, Direction de la Gouvernance, OCDE</p> <p><b>Mme Chadia Larhrari</b>, Cheffe de Division, Programmes pour l'Égalité, Ministère des Droits des Femmes, Maroc</p> <p><b>Mme Randa AbulHosn</b>, Directrice Égypte, PNUD</p> <p><b>Mme Marie-José Char</b>, Cheffe d'équipe, Amélioration de l'environnement des affaires dans le Sud de la Méditerranée, GIZ</p> <p><b>Mme Reem El Saady</b>, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement</p> <p><b>Mme Mayyada Abu Jaber</b>, Fondatrice et PDG, World of Letters (WoL), Jordanie</p>
<b>12.30 - 13.30</b>	<b>Conclusions de l'ensemble des sessions</b>
	<p>Rapporteurs et Modérateurs présenteront les résumés des différentes sessions et les recommandations qui en découlent, suivi des remarques de clôture.</p> <p><b>Modératrice : Mme Nicola Ehlermann</b>, Responsable du Programme MENA-OCDE pour la Compétitivité</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <p><b>Mme Tatyana Teplova</b>, Chef-adjoint de Division, Revue de la Gouvernance et des Partenariats, OCDE</p> <p><b>Mme Charlotte Goemans</b>, Analyste politique, Relations Mondiales, OCDE</p> <p><b>Mme Wafaa Maged</b>, Directrice Générale du Bureau des Statistiques sur le Genre, Agence Centrale pour la Mobilisation Publique et les Statistiques, Égypte</p> <p><b>Mr Ali Awdeh</b>, Directeur du Département de Recherche, Union des Banques Arabes</p> <p><b>Mme Nadereh Chamlou</b>, Membre du conseil, CAWTAR, Tunisie</p> <p><b>Conclusions :</b></p> <p><b>S.E. Marie-Claire Swärd Capra</b>, Ambassadrice de Suède en Algérie, Co-présidente du FAEF OCDE</p> <p><b>Mr Carlos Conde</b>, Chef de la Division Moyen Orient et Afrique, OCDE</p>
<b>13.30 – 14.30</b>	<b>Déjeuner</b>



## L'OCDE

---

L'**Organisation de coopération et de développement économiques** (OCDE) est un forum unique où 35 pays Membres travaillent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de la mondialisation. L'OCDE est également à l'avant-garde des efforts visant à comprendre et à aider les gouvernements à aborder les nouvelles questions politiques, telles que la recherche de nouvelles sources de croissance, le renforcement des compétences et le rétablissement de la confiance du public dans le gouvernement et les entreprises. L'OCDE fournit un cadre où les gouvernements peuvent comparer les expériences politiques, rechercher des réponses aux problèmes communs, identifier les bonnes pratiques et travailler pour coordonner les politiques nationales et internationales. Elle s'engage de plus en plus avec des pays non-membres qui sont devenus des acteurs importants dans l'économie mondiale d'aujourd'hui.

### **L'initiative MENA-OCDE pour la Gouvernance et la Compétitivité à l'appui du développement**

---

Créée à la demande des économies du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) en 2005, l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement vise à renforcer les fondations économiques et de gouvernance de la région pour fournir une base au développement et aider les économies MENA à concevoir et à mettre en œuvre des réformes politiques.

Le Programme pour la compétitivité MENA-OCDE est un partenariat stratégique entre les économies MENA et les pays de l'OCDE afin d'échanger du savoir, de l'expertise et des bonnes pratiques. Il vise à contribuer au développement d'économies inclusives, durables et compétitives à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Le programme favorise la coordination entre les différentes parties prenantes qui s'engagent à améliorer le niveau de vie des citoyens MENA: les gouvernements locaux et nationaux, les organisations internationales et régionales, les initiatives multilatérales, la société civile et les représentants du secteur privé.

#### **Contact :**

---

<p><b>Mme Nicola EHLERMANN</b> Cheffe du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité Division Moyen Orient et Afrique, Secrétariat des Relations Mondiales de l'OCDE <a href="mailto:Nicola.Ehlermann@oecd.org">Nicola.Ehlermann@oecd.org</a></p>	<p><b>Mme Charlotte GOEMANS</b> Analyste des politiques Division Moyen Orient et Afrique Secrétariat des Relations Mondiales de l'OCDE <a href="mailto:Charlotte.GOEMANS@oecd.org">Charlotte.GOEMANS@oecd.org</a></p>
<p><b>Mme Julie PILATO</b> Assistant Division Moyen Orient et Afrique, Secrétariat des Relations Mondiales de l'OCDE <a href="mailto:Julie.Pilato@oecd.org">Julie.Pilato@oecd.org</a></p>	<p><b>Mme Vanessa VALLÉE</b> Communications Manager Secrétariat des Relations Mondiales de l'OCDE <a href="mailto:Vanessa.VALLEE@oecd.org">Vanessa.VALLEE@oecd.org</a></p>